

Septembre 2011

Christian Saint-Étienne : une dévaluation de 20% ne serait pas un drame

« N'ayez pas peur ! » Voilà ce que l'on retient, en raccourci, de l'intervention de l'économiste Christian Saint-Étienne, à l'université d'Albi le 23 septembre dernier. Il était convié par l'éditeur et intégrateur de solutions destinées aux PMI, Sylob, dont le siège se trouve à Cambon d'Albi, à s'exprimer sur les perspectives de l'industrie française.



En fait, Christian Saint-Étienne, s'attarda surtout très longuement sur la crise financière et l'avenir de l'euro.

A quelque chose malheur est bon, sembla vouloir nous dire l'économiste. Une certaine rupture peut nous remettre mieux en selle demain. Ainsi « une dévaluation de 20% de l'euro ne serait pas un drame » lança-t-il. Mais quelle rupture ? Christian Saint-Étienne envisagea plusieurs scénarios, dont un possible éclatement de notre zone monétaire entre un Euro-nord à 1,60 dollars et un Euro-sud à 1,30 dollars. Euro-sud dans lequel il fait figurer la France.

Cependant, il reconnaît que ce niveau serait encore trop élevé pour les pays de l'Europe du Sud, estimant celui de 1,10 plus approprié. Ce scénario de division pourrait se produire au cas où l'Allemagne déciderait de ne plus payer l'addition, par exemple en cas de défaillance de l'Italie et de l'Espagne.

Il écarta en revanche le départ de la Grèce, inapproprié pour cette dernière selon lui, même si une « restructuration de sa dette à hauteur de 50% » lui semble inévitable. Il balaya aussi du revers de la main les propositions de ceux qu'il appelle les « extrêmes », qui soutiennent le retour au franc.

Non à la gouvernance économique punitive

Concernant la gestion de la crise par l'Europe, il opposa la nécessité « d'un gouvernement » économique européen à la « gouvernance » actuelle, essentiellement punitive. La stratégie « séculaire » des Britanniques ne nous aide pas, confia-t-il, non plus que notre modèle d'alimentation de la croissance par la seule consommation, fruit d'une politique de la « dépense publique », alors que les Allemands ont comme objectif le développement d'une industrie exportatrice.

Christian Saint-Étienne préconisa, pour renforcer nos finances et notre compétitivité, la création d'une TVA sociale, en remontant les taux, y compris pour la restauration, pourquoi pas un taux quasi unique d'ailleurs, ce qui simplifierait notre fiscalité.

Parallèlement, les charges sur nos entreprises, avec par exemple une baisse de l'IS sur nos

PME, permettrait à notre industrie d'être davantage compétitive à l'export.
Dans le même temps, notre budget de protection sociale, qui atteint 33% du PIB, pourrait être revu à la baisse. « Avec 25% du PIB en Allemagne et en Espagne, cela ne se passe si mal » affirma-t-il, remarquant au passage que l'Inde, la Chine et la Russie naviguent entre 5 et 10% du PIB consacrés à cette question.

Christian Saint-Étienne s'exprimait devant une centaine de patrons de PMI, clients de Sylob et réunis en convention à l'occasion des 20 ans de l'éditeur albigeois.